

Assas

Session : Septembre 2019

Année d'étude : Première année de Master sciences politiques et sociales mention Médias, information et communication

Discipline : *Sémiotique des textes d'information et de communication 2*
(Unité d'Enseignements Complémentaires 2)

Titulaire du cours : M^e Lucie ALEXIS

Document autorisé : dictionnaire imprimé pour les étudiants non francophones.

Durée de l'épreuve : 3h

Merci de répondre de façon synthétique (max. 4 pages)

1 recto	1 verso	1 recto	1 verso
----------------	----------------	----------------	----------------

Vous traiterez au choix l'un des deux sujets suivants.

Sujet 1 :

En vous appuyant sur les notions théoriques en analyse du discours étudiées en cours, procédez à l'analyse de l'article ci-dessous.

Il s'agit d'un article publié dans *Le Monde* le 14 février 2019 intitulé « La Ligue du LOL n'a rien d'une exception » < https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/02/14/la-ligue-du-lol-n-a-rien-d-une-exception_5423222_3232.html >.

Votre commentaire devra être argumenté et structuré : le plan de votre travail doit être présenté en introduction. Les titres des parties doivent être apparents. N'oubliez pas de conclure.

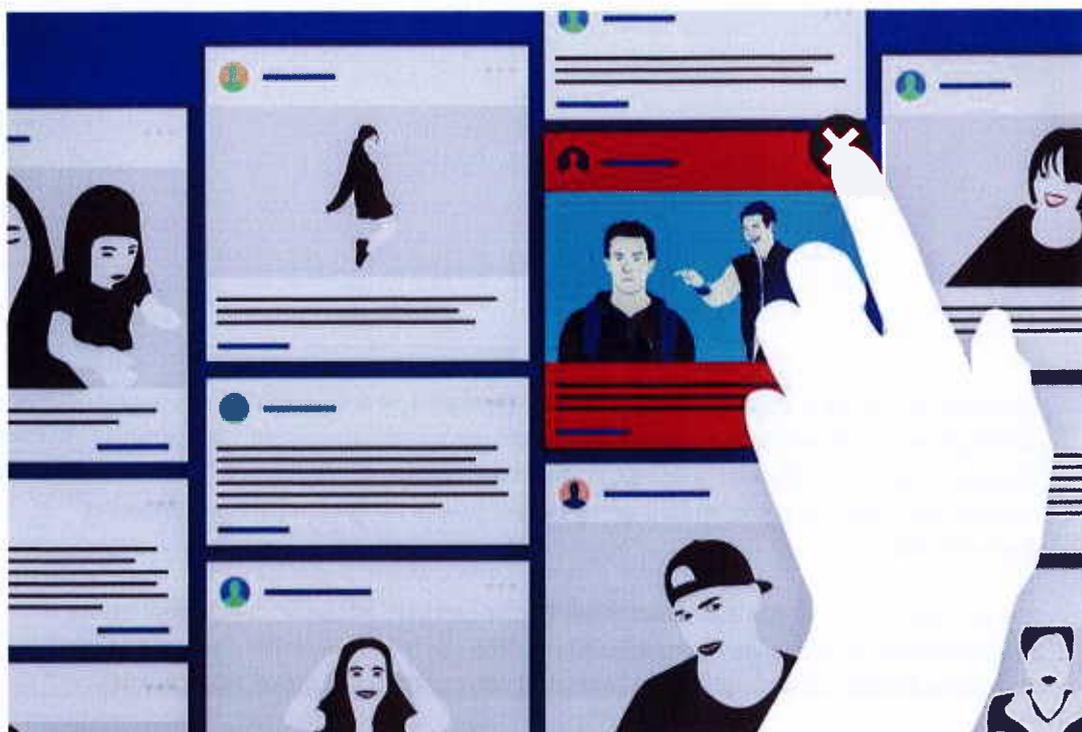
« La Ligue du LOL n'a rien d'une exception »

TRIBUNE

Collectif

Le harcèlement pratiqué par ce groupe montre que la domination masculine persiste dans le milieu des médias, écrivent deux associations de journalistes.

Publié le 14 février 2019 à 06h24 - Mis à jour le 14 février 2019 à 11h53 | Lecture 3 min.



QUENTIN HUGON / LE MONDE

Tribune. Ils appelaient ça la « Ligue du LOL », nous appelons ça du cyberharcèlement. Soudain, plus personne ne rit. Réunis dans un groupe Facebook privé, une trentaine d'utilisateurs populaires de Twitter – dont des journalistes et des communicants parisiens – sont soupçonnés d'avoir participé à des campagnes de cyberharcèlement à partir de 2009 et durant des années.

A coup de tweets sexistes, racistes, homophobes et antisémites, de canulars téléphoniques, de photomontages pornographiques, ils s'en sont pris à quelques hommes, mais surtout à des femmes, militantes et journalistes. Et parce qu'elles connaissaient les agresseurs qui étaient en poste ou exerçant des responsabilités dans des médias, parce qu'elles savaient qu'elles ne seraient pas entendues, parce qu'elles craignaient des répercussions sur leur carrière, leur parole a été entravée.

Lire aussi | [Ligue du LOL : cinq questions pour comprendre l'affaire et ses enjeux](#)

Une profession rongée par un sexisme systémique

Ces intimidations et humiliations répétées n'ont pas été sans conséquences. Alors que la plupart des hommes auteurs de harcèlement ont rapidement accédé à des postes confortables dans différents médias – et commandent désormais des articles sur les implications du mouvement #metoo –, les victimes sont souvent restées à la pige ou en contrat court. Outre le préjudice psychologique, leurs carrières respectives ont payé le prix fort de ce qui ne ressemble, ni de près ni de loin, à de simples « blagues ».

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ



Aujourd'hui, les cibles de la Ligue du LOL ne se taisent plus, et nous saluons leur courage. Elles sont devenues les porte-parole d'une profession rongée par un sexisme systémique, comme l'illustrent les licenciements ces derniers mois de cinq journalistes des sites du *Huffington Post* et de *Vice France* qui avaient tenu, dans des conversations groupées, des propos sexistes, mais aussi racistes et homophobes.

Car la Ligue du LOL n'a rien d'une exception. Elle ne concerne pas seulement le petit milieu journalistique parisien mais l'ensemble de la société. Elle illustre la réalité d'une domination masculine fondée sur la cooptation et l'entre-soi entre hommes, blancs et hétérosexuels.

Certaines rédactions et entreprises ont déjà agi en réaction aux révélations sur la Ligue du LOL. Mais au-delà des sanctions qu'elles jugeront bon d'appliquer au cas par cas, une réflexion plus large s'impose.

Lire aussi | Ligue du LOL : 3 questions sur l'anonymat et le pseudonymat sur Internet

Prise de conscience

Nous appelons les directions des rédactions à prendre la mesure de la gravité du cyberharcèlement dont sont victimes les femmes journalistes, particulièrement si elles sont racisées, handicapées, grosses ou issues de la communauté LGBTQ+ [*lesbiennes, gays, bisexuels, transidentitaires et queer, le symbole « + » vise à inclure les personnes d'autres identités ou orientations sexuelles*].

Et la prise de conscience des rapports de domination et des discriminations systémiques à l'œuvre dans la société et dont les rédactions, en tant que lieu de pouvoir, sont tout sauf exemptes, doit advenir dès les écoles de journalisme. C'est la raison pour laquelle Prenons la une et l'Association des journalistes LGBT (AJL) proposent respectivement des formations sur le traitement médiatique des

questions de genre et des minorités sexuelles. C'est volontiers que nous nous positionnons comme associations ressources pour sensibiliser journalistes et apprentis journalistes à ces problématiques.

Les médias ne peuvent plus laisser passer les propos racistes, homophobes, sexistes et grossophobes de la part de leurs journalistes. Il en va de la crédibilité de l'ensemble de la profession.

Surtout, la cooptation et l'entre-soi, au bénéfice quasiment exclusif d'une seule partie de la population, ne doivent plus être les mécanismes d'embauche obligés des journalistes. Les promotions et postes de rédacteur en chef ou de chef de service doivent autant être donnés aux femmes qu'aux hommes. Il est plus que temps de casser les « boys club » [*clubs réservés aux hommes*] et d'embaucher, en masse, des femmes, des personnes racisées, des personnes LGBTQ + aux postes clés des rédactions. Le fossé est encore abyssal, mettons-nous au travail.

Lire aussi | Ligue du LOL : « Après leur départ, d'autres prendront leur place »

¶ **Cette tribune** est cosignée par les membres du conseil d'administration de l'association Prenons la une (PLU) rassemblant des femmes journalistes et les membres du conseil d'administration de l'Association des journalistes lesbiennes, gays, bi et trans (AJL). Les membres de PLU sont : Claire Alet, Lauren Bastide, Mélissa Bounoua, Anaïs Condomines, Laure Daussy, Laura Françoise dit Miret, Clémentine Gallot, Hélène Guinhut, Marie Kirschen, Rozenn Le Carboulec, Léa Lejeune, Aude Lorriaux, Agathe Ranc et Pauline Verduzier. Les membres du conseil d'administration de l'AJL sont : Clémence Allezard, Sophie Broyon-Lagache, Yanis Chouiter, Alice Coffin, Rachel Garrat-Valcarcel, Clément Giuliano, Maëlle Le Corre, Benjamin Lete, Hugo Lindenberg, Nicolas Nieto, Alexis Patri, Anne Pauly, Anne-Laure Pineau, Charles Roncier, Joffrey Speno, Ingrid Therwath et Manon Walquan.

¶ Plus de 900 journalistes ont lu cette tribune et s'y associent.

[Liste des signataires](#) by on Scribd

Sophie	Carquain,	Journaliste, conseillère éditoriale et écrivain
Aliénor	Carrière	Journaliste
Frédéric	Cartaud	Journaliste
Simon	Carteret	Journaliste
Mathilde	Carton	Journaliste
Nicolas	Carvalho	Journaliste
Vic	Castro	Journaliste
Jean-Philippe	Cazier	Co-rédacteur en chef de Diacritik
Laëtitia	Cenac	Journaliste
Audrey	Cerdan	Journaliste à l'Obs
Mathias	Chaillot	Journaliste à NÉON
Séverine	Charon	Pigiste
Marion	Chastain	Journaliste
Marion	Chatelin	Journaliste à Têtu Rédacteur en chef du magazine NEON
Julien	Chavanes	Journaliste
DJami	Chêne	Journaliste
Mélanie	Chenouard	Journaliste
Sandrine	Chesnel	Journaliste Journaliste membre du collectif Extra-Muros
Judith	Chetrit	Journaliste
Yong	Chim	Journaliste
Sabrina	Chinni	Journaliste
Laury-Anne	Cholez	Journaliste
Yanis	Chouiter	Membre de l'AJL
Camille	Christophe	Journaliste Journaliste, délégué syndical SNJ
Antoine	Chuzeville	Journaliste à L'Obs
Charlotte	Cieslinski	Cofondatrice de BoxSons
Pascale	Clark	Journaliste AFP
Déborah	Claude	Journaliste à l'Obs, et déléguée syndicale SNJ
Marie-Hélène	Clavel-Catteau	Journaliste
Lauren	Clerc	Journaliste
Olivia	Cohen	Journaliste
Vincent	Colas	Journaliste à franceinfo.fr
Caroline	Coldefy	Journaliste
Juliette	Collen	Journaliste
Alexandra	Combe	Journaliste
Chris	Comendador	Journaliste
Clémence	Conton	Journaliste
Isabel	Contreras	Journaliste
Caroline	Coq-Chodorge	Journaliste
Hélène	Corbie	Journaliste à Mediatco.fr
Claude	Cordier	Journaliste
Anais	Cordoba	Journaliste
Peggy	Corlin	Journaliste
Gaëlle	Corvest	Journaliste
Mathilde	Costil	Journaliste
Bénédicte	Courmel	Journaliste à Radio France

Me montrer plus sur ce sujet ^



4 sur 19



Collectif

Sujet 2 :

En vous appuyant sur les notions théoriques étudiées en cours, procédez à l'analyse sémiologique de la page écran présentée ci-dessous < <https://www.acrimed.org/Reapproprions-nous-les-medias> >.

Pour information, ACRIMED (pour Action-CRItique-MEDias) est une association qui entend « remplir les fonctions d'un observatoire des médias. Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des "usagers" des médias » (Source : <https://www.acrimed.org/-Qui-sommes-nous->).

Votre commentaire devra être argumenté et structuré : le plan de votre travail doit être présenté en introduction. Les titres des parties doivent être apparents. N'oubliez pas de conclure.

Accueil > (...) > Actes et actions

Réapproprions-nous les médias !

par Arnaud, Vendredi 14 Avril 2019

Acrimed lance avec des associations, des organisations de journalistes, des médias, des syndicats et des organisations politiques une déclaration commune pour se « mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias ». Cette déclaration, à diffuser et à signer largement, est une première étape dans la construction d'une mobilisation et d'initiatives communes pour transformer les médias (18/02/19).

Pour une réappropriation démocratique des médias

Depuis plusieurs semaines, le mouvement des gilets jaunes bouleverse l'agenda politique, et porte une remise en cause profonde des institutions. Les médias sont tout particulièrement visés. Les gilets jaunes dénoncent, à juste titre bien souvent, un traitement caricatural des mobilisations : surenchère sécuritaire sur les plateaux télévisés et dans certains quotidiens ; confiscation de la parole par les éditorialistes ; disqualification de certaines revendications jugées « irréalistes » et appels à « dialoguer » avec le gouvernement ; ou encore dénonciations des violences des manifestants – alors que les violences policières ont été pendant trop longtemps passées sous silence.

Une telle pédagogie de la résignation n'est certes pas nouvelle. Déjà lors des grèves de 1995, les tenanciers des grands médias martelaient leur sempiternel message : il n'y a pas d'alternative aux réformes libérales. En 2005, ils pointaient du doigt ceux qui mettaient en cause le bien-fondé des politiques européennes et déformaient la révolte des banlieues. Plus récemment, lors des mobilisations contre la loi El-Khomri et les ordonnances Macron, ils dénonçaient un code du travail soi-disant « trop épais et illisible ». À l'occasion de chaque mobilisation sociale, ils se sont faits les gardiens de l'ordre économique et politique.

Ces partis pris ont contribué à disqualifier les grands médias. La défiance à leur égard est profonde et sans précédent. D'autres sources d'information sont plébiscitées, médias indépendants ou réseaux sociaux. Certaines des analyses portées depuis des décennies par la critique des médias sont réinvesties largement, au-delà du mouvement des gilets jaunes. L'emprise de quelques milliardaires sur la production de l'information est pointée du doigt. La question des médias s'impose désormais comme une question politique.

La plupart des éditorialistes et chefs de rédaction ne voient, dans cette défiance, qu'une «haine des médias» et de la démocratie. Ils éludent la responsabilité qu'ils portent, par leurs diatribes ou leurs choix éditoriaux, dans l'hostilité qui s'exprime contre l'ensemble des journalistes. Une hostilité dont les plus précaires (en termes de statut ou de conditions de travail) font parfois les frais, sur le terrain, en étant injustement pris à partie ou agressés.

Nous pensons que la défiance envers les grands médias doit être une opportunité. Opportunité, dans les rédactions, de remettre en cause les orientations délétères imposées par les directions éditoriales, et de replacer le reportage et l'enquête au cœur du travail journalistique. Opportunité, dans les médias indépendants, de faire la démonstration par l'exemple qu'un autre journalisme, plus exigeant et plus libre vis-à-vis des pouvoirs, est possible.

Que nous soyons gilets jaunes, militant·es, journalistes, usager·es des médias, nous avons toutes et tous des raisons légitimes de contester un ordre médiatique inique, qui maltraite le pluralisme. Et de nous inquiéter des menaces réelles qui pèsent sur le droit à l'information : la mainmise de quelques milliardaires sur la plupart des médias, les plans de suppressions d'emploi dans l'audiovisuel public comme dans les groupes privés, la précarisation des journalistes statutaires ou pigistes y compris dans certains médias indépendants, la répression policière et la criminalisation qui frappent de plein fouet certains reporters et leurs sources, ou encore les lois liberticides qui visent à contrôler l'information - loi sur le secret des affaires et sur les «fake news».

C'est pourquoi nous affirmons qu'il est temps de se mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias. Pour défendre le droit d'informer et le droit à être informé, tous deux gravement menacés. Et pour que l'information, trop longtemps confisquée par les pouvoirs, devienne enfin un bien commun et non une marchandise.

Cette déclaration est une initiative commune :

D'associations, d'organisations de journalistes et de syndicats : Acrimed, Attac, Collectif Ras La Plume, Compagnie Jolie Môme, Fédération Nationale de l'Audiovisuel Participatif, Info'Com-CGT, La Quadrature du net, Les Amis du Monde diplomatique, Les Pieds dans le Paf, Profession : Pigiste, Résistance à l'agression publicitaire, Ritimo, SUD-AFP, Syndicat National des Journalistes CGT, Union syndicale Solidaires.

De médias : Cause commune, Cerises, Contretemps-web, CQFD, Démocratie et Socialisme, Démosphère Ariège, Démosphère Toulouse, Frustration, Hors-Série, Jef Klak, L'Alterpresse68, Là-bas si j'y suis, La Clé des ondes, La Gazette de Gouzy, Le Journal minimal, L'Insatiable, Le Média, Le Ravi, MAP 36, MédiaCitoyens PACA et Rhône-Alpes, Mediacoop, Quart de Brie, Radio Parleur, Radio Cause commune, Revue Terrestres, Ricochets, Rosalux, Silence, Transrural initiatives, TV Bruits, Télé Mouche, Télé Regain, TVnet Citoyenne.

D'organisations politiques : Alternative libertaire (AL), Ensemble, Gauche démocratique et sociale, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti de gauche (PG).

Premiers signataires : Alain Accardo, sociologue; Gilles Balbastre, réalisateur; Patrick Champagne, sociologue; Sophie Chapelle, journaliste; Colloghan, dessinateur; Benoît Collombat, journaliste; Jean-Baptiste Comby, sociologue; Annie Ernaux, écrivaine; Nina Faure, réalisatrice; Benjamin Ferron, sociologue; Anne-Sophie Jacques, journaliste; Yannick Kergoat, réalisateur; Henri Maler, universitaire; Philippe Merlant, journaliste et conférencier gesticulant; Pierre Morel, photojournaliste; Gérard Noiriel, historien; Michel Pinçon, sociologue; Monique Pinçon-Charlot, sociologue; Denis Robert, journaliste; Karim Souanef, sociologue; Usul, vidéaste.

20 000

14 913

14 913 participants. Objectif 20 000

Nom complet

Adresse e-mail

J'accepte la politique de confidentialité

Informez-moi de la suite de cette campagne ou de l'actualité liée.

SIGNER



***Acrimed est une association qui tient à son indépendance.
Nous ne recourons ni à la publicité ni aux subventions.
Vous pouvez nous soutenir en faisant un don ou en
adhérant à l'association.***

Faire un don

Adhérer